



## Extrait du registre des délibérations du comité syndical

Séance du 25 mars 2022

Délibération n° C2022-09

Assurance cybersécurité : proposition du CDG

Nombre de délégués en exercice	: 69
Nombre de délégués présents	: 42
Nombre de pouvoirs	: 10
Nombre de votants	: 52

Le vingt-cinq mars deux mille vingt-deux, le comité du Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement du Finistère, convoqué le dix-sept mars 2022, s'est réuni à Quimper, à la salle des conférences du SDEF, sous la présidence de M. Antoine COROLLEUR, Président du syndicat.

### Etaient présents :

**Secteur d'ABERS/IROISE** : - François BIZIEN (Le Conquet), Antoine COROLLEUR (Plourin) reçu pouvoir de François HAMON, Gildas FOREST (Brélès) reçu pouvoir de Georges GOURVENEC, Joseph GALLIOU (Tréglonou), Roger TALARMAIN (Plouguin), Alexandre TREGUER (Landéda) - **Secteur du CAP SIZUN** : René SOUBEN (Mahalon) reçu pouvoir de Rémy LE COZ et de Patrick TANGUY - **Secteur du CENTRE** : Pierrot BELLEGUIC (Kergloff), Georges MORVAN (Scrignac), Denis SALAUN (Plonévez-du-Faou) - **Secteur de CROZON-CHATEAULIN** : Joël BLAIZE (Plomodiern), Xavier BOREL (Le Faou) reçu pouvoir de Philippe BRUN et de Alban LE ROUX, Jean-Michel LEZENVEN (Argol), Brigitte PAVEC (Pleyben) - **Secteur de LANDERNEAU-LESNEVEN** : Pierre-Victor CHARBONNET (Plounéour-Brignogan-Plages), Gérard LE MEUR (Pencran), André POSTEC (Logonna-Daoulas) reçu pouvoir de Michel JOURDEN, Jean-Yves QUERE (Ploudaniel) reçu pouvoir de Pascal KERBOUL - **Secteur de LANDIVISIAU/HAUT LEON** : - Jean-Pierre GILET (Mespaul), Marie-Claire HENAFF (Saint-Vougay) reçu pouvoir de Gérard DANIELOU, Jean JEZEQUEL (Plougourvest), Hervé JEZEQUEL (Saint-Pol-de-Léon), Daniel LE SAINT (Sizun), Francis MOINE (Lanhouarneau) - **Secteur du PAYS BIGOUDEN** : Michel BUREL (Plovan), Stéphane LE DOARE (Pont-l'Abbé), Christian LOUSSOUARN (Combrit), Jean-Yves ROZEN (Plobannalec-Lesconil) - **Secteur de QUIMPER** : Laure CAMARO (Fouesnant), Alain DECOURCHELLE (Pluguffan), André LAUDEN (Plonéis), Didier LE ROY (Plogonnec) suppléant de Pascal LE GOFF, Jean L'HARIDON (Landudal) reçu pouvoir de Pascal MIOSSEC, René ROCUET (Saint-Evarzec) - **Secteur de QUIMPERLE/CONCARNEAU** : Jean-Louis BLOT (Nevez), Alain PELIZZA (Saint-Yvi), Jacques RANNOU (Rosporden), Michel TANGUY (Trégunc), Marie-José TOULLEC (Bannalec) - **Collège des EPCI** : - Denis MAO (Concarneau Cornouaille Agglomération), Gilbert MIOSSEC (Communauté de Communes du Pays de Landivisiau), Jean-Louis BUANNIC, suppléant de Ronan CREDOU (communauté de commune du pays Bigouden sud)

**Excusés** : Georges GOURVENEC (Ploudalmézeau), Didier PLUVINAGE (Ploumoguier), Rémy LE COZ (Plouhinec), Patrick TANGUY (Le Juc'h), Michèle LALLOUET (Châteauneuf-du-Faou), Philippe BRUN (Crozon), Ludovic APPELGHEM (Landerneau), Christophe BELE (Kernouës), Nathalie BERNARD (Plougasnou), Gilles CREACH (Taule), François GIROTTO (Plouégat-Moysan), François HAMON (Saint-Martin-des-Champs), Alban LE ROUX (Carantec), Yvon POULIQUEN (Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner), Thomas FEREC (Briec), Yves FORMENTIN-MORY (Quimper), Hervé HERRY (Ergué-Gabéric), Pascal LE GOFF (Plogonnec), Pascal MIOSSEC (Langolen), Ronan CREDOU (Communauté de communes du Pays Bigouden Sud), Michel JOURDEN (Pays d'Iroise Communauté), Pascal KERBOUL (Communauté de Lesneven Côte des Légendes), Gérard DANIELOU (Haut Léon Communauté)

### Assistaient en outre :

**Services du SDEF** : Jacques MONFORT, Emmanuel QUERE, Christian HENAFF, Morgane BOULIERE, Laurence LE VELLY - **Trésor Public** : Régine HADO

Est élu secrétaire de séance : Pierrot BELLEGUIC

## Assurance cybersécurité : proposition du CDG

### Délibération N° C2022-09

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère (CDG29) a pour intention de proposer un contrat-groupe d'assurance cybersécurité aux collectivités territoriales et aux établissements publics affiliés et non affiliés du département du Finistère garantissant les risques organisationnels, financiers et juridiques liés à ces nouveaux risques.

Afin de favoriser la mutualisation du risque cyber, les Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor se sont regroupés au sein d'un groupement de commande ayant pour objet la mise en concurrence d'un contrat-groupe d'assurance cybersécurité.

Ce contrat a pour objet de regrouper, des collectivités territoriales et les établissements publics du Finistère et des Côtes d'Armor, à l'intérieur d'un marché d'assurance dit « police d'assurance collective à adhésion facultative ».

Le SDEF, Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipeement du Finistère, soumis à l'obligation de mise en concurrence de ses contrats d'assurances peut se joindre à la mise en concurrence effectuée par le groupement constitué des Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor.

Pour se faire, le SDEF doit donner mandat au Centre de Gestion du Finistère par délibération, ce qui permet à l'établissement public d'éviter de conduire sa propre consultation d'assurance.

La consultation portera sur les garanties organisationnelles, financières et juridiques du contrat.

Donner mandat n'engage en rien le SDEF, la décision définitive fera l'objet d'une nouvelle délibération, après communication des taux et conditions obtenus par le groupement des Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale

Vu le Décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale.

Vu le Code de la commande publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Assurances,

Vu l'exposé du Président,

Considérant que la passation de ce contrat doit être soumise au Code de la commande publique,

Le Comité, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide de mandater le Centre de gestion du Finistère afin de le représenter dans la procédure de mise en concurrence pour le contrat-groupe d'assurance cybersécurité que les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor vont engager, conformément à la loi n° 084-53 du 26 janvier 1984,
- prend acte que les prestations, garanties et taux de cotisation lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat-groupe d'assurance souscrit par les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère et des Côtes d'Armor.

Pour extrait conforme au registre

Le 23 mai 2022

Antoine COROLLEUR, Président du SDEF

